

L'ENSEIGNANT

L'école libératrice

Le magazine du Syndicat des Enseignants-Unsa

Refondation garder le cap

CPPAP n° 0119 8 04771 - ISSN N° 1241 - 039 X

n° 175
avril 2014

Dossier : Accompagner, nouvelle compétence ?



COLLOQUE

L'Enseignant au cœur

Une journée pour débattre de la gestion des personnels (formation, évaluation, carrière, mobilité) et de la qualité de vie au travail au ministère de l'Éducation nationale, c'est ce que vous propose le SE-Unsa, le 21 mai 2014 à Paris.

LES ENSEIGNANTS EXPRIMENT FORTEMENT un besoin de reconnaissance de leurs compétences personnelles et de prise en compte de leurs aspirations individuelles. En même temps, ils affirment la nécessité du travail collectif et des projets partagés pour répondre aux défis professionnels auxquels ils sont confrontés. Est-il possible de construire un cadre d'exercice du métier qui concilie individu et collectif ? À quand une gestion des personnels et une valorisation des ressources humaines qui prenne en compte les aspirations individuelles, reconnaisse les compétences et accompagne leur développement pour que les enseignants puissent mieux les utiliser dans le cadre de l'exercice de leur métier ou d'une nouvelle carrière ? À l'heure où la gestion de masse « anonyme et

aveugle» de la grande machine «Éducation nationale» est de moins en moins bien vécue par les enseignants, le SE-Unsa ouvre la réflexion sur le développement et la valorisation des compétences, les parcours

professionnels et la qualité de vie au travail dans notre ministère. En s'appuyant sur vos réponses à notre grande enquête «800 000 enseignants et moi, et moi, et moi...», le SE-Unsa vous invite à construire avec lui le nouveau cadre professionnel dont les enseignants du XXI^e siècle ont besoin.



Humeur

STOP OU ENCORE ?

À l'Éducation nationale, un ministre s'en va, un autre arrive. C'est la règle. Pourtant, des projets ont été lancés, des réformes initiées, un cap donné. Qu'en sera-t-il demain ? Pause dans les projets ou concrétisation enfin d'une indispensable ambition éducative ? Ensevelissement des réformes dans les sables mouvants ou Éducation sortie enfin de l'ornière ? Beaucoup de questions, dont les réponses résident dans les discours actuels mais surtout dans les actes futurs. Soit le nouveau ministre fait le choix d'approfondir le travail engagé, soit il tombe du côté du statu quo et du conservatisme. À cette croisée des chemins, nous serons vigilants aux signaux donnés, à la piste empruntée. Pour nous, l'Éducation nationale, pour ses élèves comme pour ses personnels, ne doit pas rester au milieu du gué.

Éric Pédeboscq

Ils analysent

Ils proposent

PROGRAMME

- «Chacun pour soi» ou «A chacun son choix» ? Le sociologue Pierre Bréchon interroge l'individualisation des valeurs dans notre société.
- «Les enseignants, entre aspirations individuelles et dynamiques collectives», les premières conclusions de notre enquête.
- «Quel développement professionnel pour les enseignants ?» François Muller (DRIRE) questionne les modèles de formation initiale et continue au profit de nouvelles approches au plus près des écoles et des établissements.
- «(Ré)inventer la GRH à l'Éducation nationale» : le SE-Unsa dialogue avec Rémi Boyer, président d'Aide aux Profs, Stéphane Larrieu, principal de collège, Patrice Lemoine, IA-IPR (ex-LEN), et le responsable du dossier «risques psychosociaux» à la mission «Debarbieux». Chaque temps fort donne lieu à des temps de débat avec les participants.

800 000 enseignants





Pour une réforme audacieuse de la GRH

Un professeur démotivé par son métier peut-il rendre ses élèves heureux et les accompagner vers la réussite ? En fera-t-il des adultes optimistes, alors que notre pays brille par son pessimisme en Europe ? En quoi la GRH qui s'exerce sur les personnels peut-elle avoir une incidence sur le bien-être des élèves et leurs résultats ?

Alors que de nombreux rapports et articles nous ont interpellés ces dernières années sur une GRH devenue inadaptée aux attentes et besoins des personnes, en particulier les enseignants, il est dommage que les auteurs de la Refondation n'aient pas osé s'atteler à ce vaste chantier. D'ici 2017, reste-t-il du temps ?

Dans le bulletin n°138 de juin 2013 de l'AFAE, l'ancien Recteur Alain Bouvier décrit la GRH en vigueur à l'Éducation nationale : *«Seule existe une gestion administrative de dossiers en vue de gérer des départs à la retraite, des mutations, des recrutements, des affectations»* et *«J'observe que trop d'énergie est dilapidée et trop de temps est consacré à des questions bureaucratiques, hiérarchiques, corporatistes et verticales, à la petite semaine»*. Ajoutons-y la tendance managériale coercitive qui s'est accentuée ces dernières années, augmentant les risques psycho-sociaux au travail.

La GRH de proximité soulève, elle, de nombreuses problématiques. Les différents acteurs du système éducatif (administration, syndicats, enseignants) s'opposent sur la manière de la mettre en place, chacun souhaitant conserver son pré carré. Ce sera difficile de changer de système de GRH sans que chacun fasse des efforts, et difficile d'accepter que ce soient toujours les enseignants qui aient à faire des sacrifices.

L'administration, dans son ensemble, est très dépendante du pouvoir politique quel qu'il soit. Elle accélère les changements qui lui sont favorables, et inversement. Est-ce briser un tabou ou sortir de la langue de bois que de dire que chaque ministre recrute plutôt ses conseillers parmi les hauts fonctionnaires ou leurs poulains formés aux mêmes méthodes de travail dans leurs écuries d'élites ? Aucun d'entre eux n'aura d'intérêt à modifier en profondeur un système qui nourrira ses ambitions professionnelles futures. Les puissants lobbies sont aussi concernés : ceux dont les clients sont surtout des enseignants n'ont aucun intérêt au changement de la GRH actuelle, surtout si elle devait faciliter leur mobilité hors du système, les rendant alors vulnérables face à la concurrence.

Pourtant, le projet actuel du Premier ministre Manuel Valls de diminuer le nombre de Régions est une opportunité que l'État peut saisir pour passer d'une Éducation nationale centralisée et pyramidale, souvent qualifiée de «Mammoth», à une Éducation nationale territorialisée qui serait plus réactive et collaborative, tenant mieux compte des contextes locaux. Ce serait un grand bouleversement structurel, qui répondrait à la volonté de réduire progressivement les dépenses de fonctionnement de l'État, d'agir sensiblement sur la diminution du chômage des cadres de tous âges, d'accroître le bien-être au travail en optimisant l'emploi des compétences des enseignants tout en allégeant la charge de travail des chefs d'établissement, de réduire la pénibilité des fins de carrière en diminuant les dépenses de santé.

La vision de GRH de proximité au cœur de l'EPLÉ que j'exposerai s'affranchira de toutes les limites que s'interdisent d'imaginer jusqu'ici les acteurs du système éducatif. À chacun de (re)prendre les idées qui lui plaisent.

Agrégé de géographie et géomorphologue, Rémi Boyer a enseigné 15 ans en France de la 6^e à Bac+2, puis est devenu responsable de formations à distance en détachement depuis 13 ans. Le 18 juillet 2006, il crée un dispositif associatif inédit dédié aux secondes carrières des enseignants, qu'il pilote et anime avec énergie en formant une petite équipe : AIDE AUX PROFS (www.aideauxprofs.org) connu de la majorité des enseignants par les médias et les syndicats nationaux.



Ingénieur-Conseil en formation depuis 2007, formateur, conférencier, auteur, ses deux guides pratiques sur la reconversion des enseignants sont devenus des références avec plus de 9000 exemplaires vendus dans toute la sphère éducative francophone.

800 000 enseignants

et... moi ?

